

Résistons collectivement aux évaluations d'écoles



En instaurant des auto-évaluations et évaluations externes, nommées «audits» dans le secteur privé, le ministère fait un pas de plus vers le démantèlement et la privatisation du service public de l'Éducation Nationale. Il utilise les mêmes méthodes qui ont fait malheureusement leurs preuves dans les autres services : les télécommunications (France Télécom devenu Orange), l'énergie (EDF-GDF devenu Engie), les transports (SNCF), la santé (l'hôpital public)...

Effectivement, l'auto-évaluation est une technique managériale connue.

Elle consiste notamment à faire croire aux participant·es (ici, les enseignant·es), qu'ils et elles sont acteur·trices dans l'évolution de leur profession, l'aménagement de leur cadre de travail et leur conditions d'exercice. Mais, il s'agit d'un leurre. L'employeur amène les personnels là où il le souhaitait. Au-delà de la tromperie, ce processus rend beaucoup plus difficiles les éventuelles contestations futures. En effet, comment s'opposer à une décision de notre supérieur·e hiérarchique lorsque celle-ci résulte de projets auxquels nous avons activement participé ?

Sous couvert d'amélioration des conditions de travail pour les personnels et des services rendus pour les « usagers » c'est indéniablement tout l'inverse qui se produira.

Les évaluations d'école ne sont rien d'autres qu'un « contrat d'objectifs et de réussites » que nous élaborerions contre nous-mêmes.

Or, est-ce réellement ce qui fait défaut à l'heure actuelle à l'école ? Plus que d'audits, de projets, de contrats réussites, l'école n'a-telle pas cruellement besoin de davantage de professeurs statutaires, d'AESH titularisé.es et formé.es, d'une médecine scolaire digne de ce nom, d'un contingent de brigades disponible toute l'année, d'orthophonistes, d'un RASED beaucoup plus présent ?

Nous refusons la mise en place d'une culture d'entreprise au sein de l'Éducation Nationale.

Nous n'acceptons pas une École où les projets seraient mis en concurrence et exposés aux critiques des parents (à qui on accorde de plus en plus le statut de clients), élèves, collectivités territoriales, et autres « partenaires » de l'école.

Nous n'acceptons pas un processus chronophage nous éloignant un peu plus de nos missions. Les enseignant·es sont déjà bien trop exposé·es aux pressions locales. Nous ne voulons pas d'une école dans laquelle l'avis des parents et des élèves aurait le même poids que celui des personnels. Nous nous opposons au renforcement de la tutelle des municipalités et de la territorialisation de l'école publique.

C'est pourquoi SUD éducation appelle les enseignant.es à résister aux évaluation d'école :

- en n'utilisant pas les « enquêtes de satisfaction » qui ne sont que des propositions
- en refusant collectivement de participer aux auto-évaluations
- à construire leur projet d'école comme cela leur est professionnellement utile
- Et le cas échéant, en se saisissant des consultations réalisées lors des évaluations externes pour faire connaître les manques de l'institution pour la réalisation de nos missions (RASED, remplacement, formation, enseignant·es supplémentaires...)

Pour lutter collectivement, RÉUNION D'INFORMATION INTERSYNDICALE

CGT éducat'ion, SE UNSA, SGEN CFTD, SNUIPP FSU, SUD éducation

En visio le 16 juin à 18h